

# Le pouvoir s'en prend aux journalistes

UKRAINE A l'approche d'élections en 2019, la protection des sources est en danger

► La justice ukrainienne a ordonné la saisie des données mobiles de deux journalistes célèbres.  
► Un précédent qui confirme un raidissement du gouvernement de Petro Porochenko face aux journalistes trop libres alors qu'une année électorale se prépare.

KIEV  
DE NOTRE CORRESPONDANT

Un pas en avant, un pas en arrière et beaucoup de surplace : voilà un résumé de la santé de la presse en Ukraine, cinq ans après la révolution de Maïdan. Ces derniers jours, deux journalistes, Natalie Sedletska et Kristina Berdinskykh, se sont retrouvées dans le collimateur du pouvoir après qu'un tribunal de Kiev a requis, à la demande du pouvoir, la saisie de toutes leurs communications téléphoniques sur un an et demi. Une première dans l'histoire du pays.

Les deux jeunes femmes, âgées respectivement de 31 et de 35 ans, font partie de cette nouvelle génération de reporters d'investigation, talentueux et farouchement indépendants, qui a émergé en 2014, s'en prenant à la corruption abyssale du régime précédent de Viktor Ianoukovitch, tout en continuant de taper très fort sur les pratiques de corruption caractérisant l'élite au pouvoir après Maïdan, notamment l'entourage du président Petro Porochenko.

Natalie Sedletska, investigatrice de haute volée, est la rédactrice en chef de « Schémas », un programme de Radio Free Europe dédié aux enquêtes sur la corruption. Dans le cadre des Panama Papers, en avril 2016, son équipe avait mis en lumière les comptes offshore de

Petro Porochenko. Auteur d'un livre sensible sur « Les gens de Maïdan », Kristina Berdinskykh est reporter politique pour *Novoe Vremia*, un hebdomadaire russophone sérieux et indépendant.

Cette dernière dispose également d'une chronique télévisée au ton très libre, « Cuisine politique », où elle décrypte les jeux de pouvoir à Kiev. Récemment, elle avait enquêté sur les business immobiliers du procureur général d'Ukraine, Iouri Loutsenko, un proche de Porochenko, bras armé de la justice en Ukraine. C'est ce dernier qui a demandé à un tribunal de saisir un an et demi de communications téléphoniques des deux jeunes femmes.

Le 27 août, un tribunal de Kiev a ordonné l'accès à 17 mois de données mobiles de Sedletska : appels, SMS et géolocalisation. Le 5 septembre, un jugement similaire a été rendu dans le cas de Berdinskykh. Les deux procédures ont été initiées par le bureau du procureur général, qui cherche par des moyens politiques ou judiciaires à déboulonner Artem Sytnyk, le patron du Bureau national anti-corruption (Nabu), accusé de délivrer des informations en *off* à la presse.

Or, à six mois d'une présidentielle explosive les enquêtes du Nabu font frémir la classe politique. « Quand le scandale a éclaté, le producteur général a déclaré qu'il ne voulait connaître que nos points concrets de géolocalisation, c'est cela qu'ils demandent aux opérateurs, explique Kristina Berdinskykh. Ils essaient d'obtenir des infos sur le patron du Nabu et ont l'autorisation jusqu'à la fin du mois d'extraire le maximum de données de mon téléphone sur un an et demi. »

Ce jeudi, la cour d'appel a été incapable d'examiner l'appel de la reporter. « Pourquoi cherchent-ils à trouver des infos à travers les journalistes ? » En s'en prenant à deux journalistes, Iouri Loutsenko, et donc Petro Porochenko, créent

une jurisprudence grave qui permet au pouvoir d'accéder aux sources des journalistes. « C'est très dangereux avant les élections car les gens risquent de perdre leur confiance dans la presse et n'oseront plus s'adresser à elle », craint Kristina Berdinskykh.

Le 10 septembre, Natalie Sedletska a remis les éléments du dossier à la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg. Huit jours plus tard, celle-ci a rendu ses conclusions. « On a voulu créer un précédent et nous avons reçu une réponse positive. La Cour européenne de Strasbourg a émis des instructions et ordonné aux autorités ukrainiennes de ne pas accéder aux données de mon téléphone », explique Natalie Sedletska au *Soir*.

Jusqu'à la fin du mois, les autorités ukrainiennes ont la possibilité de savoir comment les journalistes ont utilisé leur téléphone dans un rayon d'un kilomètre

**« C'est dangereux avant les élections, les gens risquent de perdre leur confiance dans la presse »** KRISTINA BERDINSKYKH

autour du Nabu. « Ces décisions vont avoir un impact sur le journalisme d'investigation et tous les médias libres en Ukraine, craint Natalie Sedletska, il va y avoir un effet paralysant sur le travail des journalistes vis-à-vis de leurs sources qui auront peur de les aider comme avant. »

Oksana Romaniouk, directrice de l'IMI, la branche ukrainienne de RSF, voit là un « précédent inquiétant ». Par ailleurs, « le climat est marqué par des turbulences préélectorales, précise-t-elle, tous les partis politiques et les candidats aux élections ne sont pas heureux du travail des journalistes critiques, et à l'approche des élections, le climat pour les journalistes va devenir de plus en plus difficile. » ■

STEPHANE SIOHAN